
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 153
(PRIVÉ)

Loi concernant la municipalité de la
Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard

Bill No. 153
(PRIVATE)

An Act respecting the municipality of
the Parish of Saint-Raphaël-de-l'Ile-
Bizard

Première lecture

First reading

M. SÉGUIN

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n^o 153

(PRIVÉ)

Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard que certains pouvoirs lui soient accordés;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'annexe « A » de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84) est modifiée en retranchant, dans les sixième et septième lignes du troisième alinéa, les mots « Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard ».

2. Les droits, obligations et prérogatives afférant à la Communauté urbaine de Montréal en vertu de sa loi constitutive et de ses modifications, cessent d'avoir application dans le territoire de la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard.

3. L'article 392f du Code municipal est modifié pour la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard en remplaçant le paragraphe g par le suivant:

« (g) pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire cède à la corporation locale, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas [dix] pour cent du terrain compris dans le plan et situé à un endroit qui, de

Bill No. 153

(PRIVATE)

An Act respecting the municipality of the Parish of Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard

WHEREAS it is in the interest of the municipality of the Parish of Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard that it be granted certain powers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Schedule "A" of the Montreal Urban Community Act (1969, chapter 84) is amended by striking out the words "Parish of Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard" in the sixth and seventh lines of the third paragraph.

2. The rights, obligations and prerogatives of the Montreal Urban Community under the act constituting it, and its amendments, cease to apply to the territory of the municipality of the Parish of Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard.

3. Article 392f of the Municipal Code is amended for the municipality of the Parish of Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard by replacing paragraph g by the following:

"(g) To require, as a condition precedent to the approval of a subdivision plan, whether it provide for streets or not, that the owner convey to the local corporation, for park or playground purposes, an area of land not exceeding [ten] per cent of the land comprised in the plan and situated at a place which, in the opinion of the

l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas [dix] pour cent de la valeur mentionnée au rôle d'évaluation du terrain compris dans le plan. Le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés à l'établissement ou à l'aménagement de parcs et de terrains de jeux et les terrains cédés à la corporation locale en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux; ».

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

council, is suitable for the establishment of parks or playgrounds; or to exact from the owner, instead of such area of land, the payment of a sum not exceeding [ten] per cent of the value mentioned in the assessment roll of the land comprised in the plan. The proceeds of such payment must be paid into a special fund which may be used only for the purchase of lands intended for the establishing or equipping of parks and playgrounds and the lands conveyed to the local corporation under this paragraph can only be used for parks or playgrounds;”.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

